



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE**

**MARCHES PUBLICS DE SERVICES D'INSERTION**

**Ministère de la Justice  
Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris  
Département du Budget et des Finances  
Unité des Achats et des Marchés Publics  
3, avenue de la Division Leclerc  
B.P. 103  
94267 FRESNES CEDEX  
Tél: 01 88 28 70 00**

**MARCHE DE PRESTATIONS DE COORDINATION SPORTIVE A DESTINATION DES  
PERSONNES PLACÉES SOUS MAIN DE JUSTICE (P.P.S.M.J)  
DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE LA DISP DE PARIS**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)  
N°30012026**

Date et heure limites de réception des offres :

**27 FEVRIER 2026 à 12 :00**

**Marché public de service à procédure adaptée ouverte (MAPA)  
Prévue par l'article R.2123-1 3° du Code de la  
Commande publique**

Le présent document décrit les modalités et les conditions dans lesquelles les réponses des candidats doivent être apportées. Les candidats sont invités à prendre connaissance avant la remise de leur dossier.

## CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

**Le dossier de consultation des entreprises est composé des pièces suivantes :**

- Le présent règlement de la consultation (R.C.);
  - Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ainsi que ses annexes ;
  - Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
  - Le bordereau de prix unitaire (BPU).
- **L'acte d'engagement sera transmis pour signature à l'attributaire du marché.**

Toutes les pièces mentionnées ci-dessus sont réputées acceptées par le candidat. Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante :

[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

### IMPORTANT

Toute modification du dossier de consultation fera l'objet d'un envoi automatique de message électronique via la plateforme PLACE à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement ou du retrait du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

Aucun dossier ne sera transmis par messagerie électronique.

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : OBJET ET PERIMETRE DU MARCHE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 : MODALITES DE REPONSE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 : PROCEDURE DE PASSATION ET FORME DU MARCHE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 : DUREE DU MARCHE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 : NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 : MODALITES DE REPONSE</b>	<b>5</b>
6.1 – GENERALITES	5
6.2 - FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT	5
6.3 - SOUS-TRAITANCE	6
6.4 - VARIANTES	6
6.5 - PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE	6
6.6 – CLAUSES DE REEXAMEN	6
6.7 – MARCHE COMPLEMENTAIRE OU SIMILAIRE	6
6.8 – DECLARATION SANS SUITE	6
<b>ARTICLE 7 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>6</b>
7.1 – PIECES JUSTIFICATIVES A JOINDRE AU TITRE DE LA CANDIDATURE	7
7.2 - PIECES DE L'OFFRE	8
<b>ARTICLE 8 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS</b>	<b>10</b>
8.1- MODALITES DE DEPOT D'UN PLI ELECTRONIQUE	10
8.2 – SIGNATURE ELECTRONIQUE	11
8.3 – COPIE DE SAUVEGARDE	11
<b>ARTICLE 9 : EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>12</b>
9.1 - SELECTION DES CANDIDATURES	12
9.2 - SELECTION DES OFFRES	12
9.3 NEGOCIATIONS	14
9.4 PIECES A FOURNIR PAR LE CANDIDAT ATTRIBUTAIRE	15
9.5 – PRECISIONS DEMANDEES AUX CANDIDATS	16
9.6 – MISE AU POINT DU MARCHE	16
<b>ARTICLE 10 : MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 11 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>16</b>

## **Article 1 : Objet et périmètre du marché**

Le présent marché a pour objet l'exécution de prestation de coordination sportive à destination des personnes placées sous-main de justice (P.P.S.M.J) dans les établissements pénitentiaires du ressort de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (D.I.S.P) de Paris.

**Les lieux d'exécution des prestations sont présentés en annexe 3 du CCAP.**

## **Article 2 : Modalités de réponse**

Le marché est constitué d'un lot unique.

Liste des établissements concernés par ce marché de coordination sportive est la suivante :

- 75 : CP PARIS LA SANTE
- 77 : CD MELUN, CSL MELUN, CP MEAUX (dont la SAS), CP SUD FRANCILIEN REAU
- 78 : CP BOIS D'ARCY, MAF VERSAILLES, MC POISSY
- 91 : CP FLEURY MEROGIS, CSL CORBEIL
- 92 : CP HAUTS DE SEINE
- 93 : CP SEINE SAINT DENIS (dont la SAS de Noisy le Grand), CSL GAGNY
- 94 : CP FRESNES
- 95 : CP OSNY PONTOISE (dont la SAS)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à des rajouts ou des suppressions de sites bénéficiaires des prestations. Toute modification de site donnera lieu à la signature d'un avenant au marché. Le prix proposé dans l'avenant devra être cohérent et similaire aux prix du BPU.

## **Article 3 : Procédure de passation et forme du marché**

Le présent marché est un marché public de service, à bon de commande, passé sous forme d'une procédure adaptée, soumis aux dispositions de l'article L.2123-1 du Code de la commande publique.

Le marché est mono-attributaire, sans montant minimum et avec un montant maximum renseigné à l'article 1.5 du CCAP, mis en œuvre par l'émission de bons de commande, conclu selon les règles des articles, R.2162-13 et R.2192-14 du Code de la commande publique.

## **Article 4 : Durée du marché**

Le marché est conclu pour une période initiale de deux (2) ans ferme à compter de leur date de notification. Il pourra être reconduits tacitement, deux (2) fois à sa date d'anniversaire, par périodes successives d'un (1) an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) années.

En cas de reconduction, le titulaire ne peut s'y opposer et les dispositions du Code de la commande publique seront applicables de plein droit. En cas d'absence de reconduction, le

pouvoir adjudicateur en informe le titulaire du marché, **deux (2) mois avant la date d'échéance de la période en cours.**

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### **Article 5 : Nomenclature communautaire**

Les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), pour l'ensemble des lots sont :

#### **❖ 75231240-8 Services de réinsertion**

### **Article 6 : Modalités de réponse**

#### **6.1 – Généralités**

Les opérateurs économiques peuvent se porter candidat individuellement ou sous forme de groupement d'opérateurs économiques.

Les candidats ne pourront pas présenter plusieurs offres en agissant comme mandataire de plusieurs groupements.

De plus, les candidats ne pourront pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de mandataires et de membres d'un ou plusieurs groupements.

#### **6.2 - Forme juridique du groupement**

En cas de groupement, les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires – d'un pouvoir – pour représenter les autres membres du groupement.

Conformément à l'article R2142-25 du Code de la commande publique, l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter l'accord-cadre concerné.

Conformément à l'article R2142-22 du Code de la commande publique, en cas d'attribution d'un accord-cadre à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles. Cette forme de groupement est demandée pour garantir l'exécution exhaustive des prestations qui seront demandées au groupement.

L'ensemble des candidats qui se trouveraient dans un ou plusieurs de ces cas sera éliminé ainsi que le ou les groupements dont ils faisaient partie.

### 6.3 - Sous-traitance

**La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.**

Chaque Titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la DISP de Paris et de l'agrément par elle des conditions de paiement. En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire concerné s'engage à faire respecter à ses éventuels sous-traitants l'ensemble des clauses du marché.

Les conditions d'acceptation des sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement constituent les obligations prévues par l'article 3 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance, selon les règles prévues aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique.

Le soumissionnaire identifie dans son offre les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel, ainsi que la nature et le montant des prestations sous-traitées, dans les formalités comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

### 6.4 - Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre de cette consultation.

### 6.5 - Prestation supplémentaire éventuelle

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

### 6.6 – Clauses de réexamen

Le marché peut être réexaminé dans les conditions prévues par l'article 15 du CCAP.

### 6.7 – Marché complémentaire ou similaire

Un marché en procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable pourra être passé pour des prestations similaires ou complémentaires conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

### 6.8 – Déclaration sans suite

L'acheteur peut, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats, dans ce cas, seront informés.

## **Article 7 : Présentation des candidatures et des offres**

Les offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Le candidat devra fournir un dossier complet, lisible et en français, comprenant les pièces énoncées infra. Le candidat désigne, dans les documents transmis, la personne habilitée à les représenter. Le ou les signataires doivent être habilités à engager l'entreprise. **Le candidat doit communiquer les coordonnées (nom, adresse, courriel, numéros de téléphone) du chargé d'affaires dédié à la DISP dans le cadre de la présente consultation.**

### 7.1 – Pièces justificatives à joindre au titre de la candidature

A l'appui de sa candidature, la société devra fournir les documents ou renseignements suivants :

1. Un formulaire DUME signé ou à défaut un formulaire DC1 assorti d'un pouvoir de signature (version mise à jour le 26 octobre 2016) ou une lettre de candidature sur papier libre (mentionnant s'il se présente seul ou en groupement et dans ce dernier cas faisant apparaître les membres du groupement) et attestant n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5 ou aux articles L.2141-7 à L.2141-10 du Code de la commande publique. Le document transmis devra être signé et assorti d'un pouvoir de signature ;
2. La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire prouvant qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ;
3. Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article R.2142-1 et suivants du Code de la commande publique :
  - ✓ Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant le marché objet du contrat sur les (3) trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
4. Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article R2142-13 du Code de la commande publique :
  - ✓ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
  - ✓ Liste des marchés exécutés au cours des Cinq (5) dernières années ;
  - ✓ 5. L'annexe 1 du CCAP sur les engagements environnementaux.

**Pour justifier des capacités** professionnelles, techniques et financières **d'autres opérateurs économiques** sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, **le candidat produit les mêmes documents** concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, **le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.**

En application de l'article R2144-2 du code de la commande publique, la DISP de Paris se réserve la possibilité de demander la régularisation des candidatures incomplètes dans le délai qu'il aura fixé.

## 7.2 - Pièces de l'offre

Pour présenter son offre, le soumissionnaire devra produire impérativement les documents suivants dûment complétés. **Avant toute notification**, ces documents devront être datés et signés conformément à l'article 9.4 du présent document :

1. **L'acte d'engagement (A.E) et son annexe 1 (BPU) ;**
2. **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;**
  - 2.1 **Annexe n°1 – Disposition Commune**
  - 2.2 **Annexe n°2 – Engagement de confidentialité**
  - 2.3 **Annexe n° 3 – Adresses et Coordonnées des Etablissements**
3. **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes ;**
4. **Le bordereau de prix unitaire (BPU) ;**
5. **Liste des documents demandés :**
6. **Organigramme de la société et/ou du groupement**
7. **CV des coordinateurs ainsi que du/des responsables de l'action en milieu carcéral**
8. **Références de projet sur des actions antérieures réalisées**
9. **Trame de bilans qualitatif et quantitatif**
10. **Liste de partenariats notables pouvant être utiles dans la mise en place des missions liées au présent marché.**
11. **Un mémoire technique qui précisera :**

- **Méthode Pédagogique**

Présentation des méthodes de travail dans la conduite de projet, le développement partenarial et la compréhension des enjeux liés à la pratique sportive en milieu carcéral.

- **Compréhension des publics et de l'environnement :** Présentation des expériences du candidat au contact de différents publics spécifiques ou empêchés. Compréhension des enjeux de la pratique sportive en détention.
- **Références :** Présentation de missions et de programmes réalisés avec des caractéristiques similaires aux attendus du présent marché.  
Présentation d'exemples de bilans pouvant être réalisés dans le cadre du précédent marché
- **Transversalité :** Capacité des candidats à organiser des actions sportives en lien avec d'autres thématiques (santé, culture, scolaire, travail, formation pro, écologie).  
Partenariat actuel et développement envisagé du réseau.

- **Organisation et Moyens humains mis en place par le candidat**



- **Présentation des moyens humains mis en place par le candidat pour piloter la prestation :** assurer la gestion administrative du marché, manager le réseau des coordinateurs et entretenir des liens étroits avec la DISP, etc.  
Présentation de l'organigramme de l'organisation et des CV des personnes affectées à l'application du présent marché.
- **Organisation et répartition des tâches retenues entre le titulaire et les éventuels cotraitants et/ou sous-traitants pour assurer les missions**
- **Présentation des CV des coordinateurs sportifs proposés par le Candidat :** Sont attendus des profils ayant un diplôme minimum Bac +3 et des expériences avérées dans la conduite de projets sportifs, et/ou sociaux.
- **Les moyens mis en œuvre pour entretenir le niveau de compétence des personnels (sous-traitants et cotraitants inclus).**

12. Ainsi que tous les autres éléments jugés utiles par le candidat.

**IMPORTANT :**

Au sein de ce marché public, la DISP de Paris sera attentive à différents points qui devront être présents dans la réponse des candidats. Au sein du mémoire technique, les candidats devront présenter comment ils entendent mettre en place des actions au sein des établissements pénitentiaires de la DISP de Paris et ce, suivant les différents publics concernés.

Ils devront également démontrer une certaine expérience des publics, en présentant des références et les expliciter en lien avec les attendus du présent marché. De plus, les candidats devront présenter leurs méthodes pédagogiques en lien avec les missions de prévention de la récidive et de réinsertion de l'Administration Pénitentiaire.

Les candidats pourront également illustrer – succinctement - des exemples de projets réalisés qui pourraient être pertinents dans le cadre de la réponse à ce présent marché. Une grande attention sera apportée aux CV des coordinateurs transmis, notamment sur leurs expériences passées, leurs connaissances du contexte d'intervention et des publics spécifiques présents en milieu carcéral.

Ils devront également présenter la manière dont ils comptent accompagner les coordinateurs sportifs au quotidien et en termes d'accompagnement des pratiques et formation continue.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli électronique unique contenant deux dossiers : l'un avec les pièces de la candidature et l'autre avec les pièces de l'offre.

Le mémoire technique des candidats doit répondre à chacun des lots de façon distincte en respectant la localisation des sites et les fonctionnalités des intervenants attendus.

## **Article 8 : Conditions d'envoi ou de remise des plis**

### **8.1- Modalités de dépôt d'un pli électronique**

Les candidatures et les offres doivent être déposées par voie électronique uniquement, sur la plateforme PLACE, à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Les candidats et soumissionnaires qui déposent leur pli électronique doivent utiliser leur propre profil PLACE.** Ainsi, un pli déposé par une société autre que candidate ou soumissionnaire devra être régularisé, à la demande de la DISP de Paris, et dans un délai fixé. A défaut de régularisation, la candidature sera déclarée irrégulière.

Chaque pli électronique transmis doit présenter **deux dossiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre.**

Les documents remis sous format électronique devront être fournis dans l'un des formats suivants :

- Format Word (.doc) version Word 2010 et antérieures ;
- Format Acrobat (.pdf) version Acrobat XI et antérieures ;
- Format Excel (.xls) version Excel 2010 et antérieures ;
- Format Autocad (.dwg) qui permet la lecture des plans.

Les candidats qui recourent à un format autre que ceux listés ci-dessus devront, sous peine d'irrecevabilité des candidatures et des offres concernées, mettre à disposition du pouvoir adjudicateur les moyens de lire les documents en question.

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement assure la transmission électronique de l'ensemble des documents exigés pour chacun des membres du groupement. Seul le mandataire du groupement remettra la réponse électronique sur la plate-forme en utilisant son certificat, le cas échéant.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception (horodatage) et d'un accusé de réception électronique. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

**Les candidats** sont tenus de prendre toutes les précautions nécessaires pour garantir le dépôt de leur offre dans les délais impartis. Ils **ne pourront en aucun cas arguer d'une défaillance ou d'un problème technique** (de leur fait ou du fait de la plate-forme des achats de l'Etat) **pour justifier d'un quelconque retard dans la remise de leur offre.** De même, le pouvoir adjudicateur n'acceptera aucune remise de pli hors délais, quelles qu'en soient les raisons.

**En cas d'envoi multiple, seul sera ouvert le dernier pli reçu dans les délais.**

## 8.2 – Signature électronique

**Avant la notification du marché**, chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (\*\*) du RGS.

Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre État-membre de l'Union européenne. Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité. Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Si l'attributaire pressenti ne fournit pas ces signatures dans le délai imparti, son offre sera rejetée. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur présentera la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

## 8.3 – Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Il s'agit d'une copie de tous les documents transmis par le candidat qui est destinée à se substituer à l'original en cas de défaillance du système électronique ou si un virus est détecté dans un des documents transmis par voie électronique.

Les candidats transmettent leur copie de sauvegarde sous pli cacheté portant les mentions :

**Offre pour : Le Département du Budget et des Finances (DBF) de la DISP de Paris**

**MAPA « Marché de Coordination Sportive à destination des Personnes Placées Sous-Main De Justice (P.P.S.M.J) »  
COPIE DE SAUVEGARDE  
NE PAS OUVRIR**

La copie de sauvegarde doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document et devra être remise contre récépissé ou, si elle est envoyée par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

**DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES DE PARIS**  
**Département du Budget et des Finances (DBF)**  
**3, avenue de la Division Leclerc - B.P. 103**  
**94267 FRESNES CEDEX**

Pour la remise des copies de sauvegarde sur place, se présenter à l'accueil de la DISP PARIS dont l'adresse est mentionnée ci-dessus. Dans le cas d'une transmission de la copie de sauvegarde par voie papier, une copie complète est exigée sur un support informatique (CD-ROM, clé USB...).

L'offre électronique et la copie de sauvegarde doivent être strictement identiques. La copie de sauvegarde sera ouverte uniquement s'il existe un dépôt électronique.

**Article 9 : Examen des candidatures et des offres**

Conformément à l'article R 2144-3 du Code de la commande publique, l'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

**9.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

**9.2 - Sélection des offres**

Pour les candidats dont l'offre peut être examinée, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre jugée la mieux disante en tenant compte des critères indiqués ci-dessous.

**❖ Critères de sélection des offres communs aux 8 lots**

CRITERES	POINTS
1 – PRIX (sur la base de du BPU)	40%
2 – TECHNIQUE	60%

**Prix des prestations : 40 points**

PRIX	POINTS
Prix forfaitaire des <b>prestations RH</b> (soit le salaire des coordinateurs sportifs)	<b>25 points</b>

Prix unitaire du <b>budget des Actions sportives</b> dites « régulières » ou « exceptionnelles »	<b>15 points</b> répartis comme suit : - 10 points affectés sur le prix des prestations dites « régulières » - 5 points sur le prix des actions dites « exceptionnelles »
--	---

❖ **Méthode de calcul du critère financier :**

Le soumissionnaire proposant le prix le plus bas obtient la note maximale, à savoir 40 points.

La note du critère prix est obtenue à l'aide de la formule suivante :

<b>Note du prix du candidat noté = (Prix le plus bas/Prix du candidat noté) x pondération</b>
---

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée.

Conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du Code de la commande publique et dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les soumissionnaires devront être en mesure de fournir au pouvoir adjudicateur toutes les justifications sur la composition de l'offre globale ou sur certains prix unitaires ou forfaitaires et/ou sur le montant de la part soustraite, pour lui permettre d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts du marché. En cas d'absence d'information, ou si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, l'offre sera rejetée par décision motivée.

**Une offre irrégulière, inacceptable ou inappropriée n'est pas notée.**

❖ **Méthode de notation du critère technique**

CRITERES	POINTS
<p><b>Sous critère 1 - Méthode Pédagogique</b></p> <p>Présentation des méthodes de travail dans la conduite de projet, le développement partenarial et la compréhension des enjeux liés à la pratique sportive en milieu carcéral.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Compréhension des publics et de l'environnement</b> : Présentation des expériences du candidat au contact de différents publics spécifiques ou empêchés. Compréhension des enjeux de la pratique sportive en détention.</li> <li>➤ <b>Références</b> : Présentation de missions et de programmes réalisés avec des caractéristiques similaires aux attendus du présent marché. Présentation d'exemples de bilans pouvant être réalisés dans le cadre du précédent marché.</li> <li>➤ <b>Transversalité</b> : Présentation des candidats sur l'organisation des actions sportives en lien avec d'autres thématiques (santé, culture, scolaire, travail, formation pro, écologie), et sur le développement envisagé du réseau.</li> </ul>	<p><b>30 points</b></p> <p>10 pts</p> <p>10 pts</p> <p>10 pts</p>
<p><b>Sous critère 2 - Organisation et Moyens humains mis en place par le candidat/titulaire</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>Présentation des moyens humains mis en place par le candidat pour piloter la prestation</b> : assurer la gestion administrative du marché, manager le réseau des coordinateurs et entretenir des liens étroits avec la DISP, etc. Présentation de l'organigramme de l'organisation et des CV des personnes affectées à l'application du présent marché. Présentation de l'organisation et de la répartition des tâches entre le titulaire et les éventuels cotraitants et/ou sous-traitants pour assurer les missions</li> <li>➤ <b>Présentation des CV des coordinateurs sportifs proposés par le Candidat</b> : Sont attendus des profils ayant un diplôme minimum Bac +3 et des expériences avérées dans la conduite de projets sportifs, et/ou sociaux.</li> </ul>	<p><b>30 Points</b></p> <p>15 pts</p> <p>15 pts</p>

### 9.3 Négociations

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats sur tous les aspects de leurs offres. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur négociera avec les 3 candidats les mieux classés à l'issue de la première phase d'analyse.

En cas de négociation, et dans l'unique hypothèse où il subsisterait une différence de points entre le 3ème et le 4ème candidat, inférieure à 10%, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier également avec le 4ème candidat.

Dans l'hypothèse où le nombre d'offres reçues serait inférieur à 3, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec l'ensemble des candidats. L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'il pourra leur être demandé des compléments ou des précisions sur leur offre dans le cadre de la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

#### 9.4 Pièces à fournir par le candidat attributaire

Conformément à l'article R.2144-4 du code de la commande publique, le candidat retenu devra produire les certificats et attestations suivants dans un délai de **10 jours maximum** :

- Une attestation des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale) ;
- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts (impôts sur le revenu, sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur ;
- Un extrait de l'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés (K ou K-bis) ou à la chambre des métiers (D1) ou à défaut, règles d'effet équivalent pour les candidats non établis en France (datant de moins de 3 mois) ;
- Le cas échéant, les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8227-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail ;

**Par ailleurs, le candidat retenu devra renvoyer l'acte d'engagement (AE) daté et signé par une personne habilitée à engager l'entreprise ;**

Les entreprises établies en France pourront obtenir :

- Une attestation de régularité fiscale directement en ligne à partir de leur compte fiscal, pour les entreprises soumises à l'IS, ou, auprès de leur service des impôts gestionnaire ;
- Une attestation de régularité sociale auprès des services sociaux ou en ligne sur le site [www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr) ;

Les documents et attestations énumérés ci-dessus sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

Si l'attributaire pressenti ne fournit pas ces documents dans le délai imparti son offre sera alors rejetée. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur présentera la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

### 9.5 – Précisions demandées aux candidats

Des précisions pourront être demandées au candidat :

- Soit lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et doit être précisée ou sa teneur complétée,
- Soit lorsque l'offre paraît anormalement basse.

### 9.6 – Mise au point du marché

Le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché sans que les modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre.

## **Article 10 : Modification de détail au dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard **5 jours** calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **Article 11 : Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre technique ou administratif qui leur seraient nécessaires au cours de l'examen du dossier de la consultation et/ou de l'élaboration de leur réponse, **les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres**, une demande écrite via le site LA PLACE : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Avantant de pouvoir poser une question, les candidats doivent :

- accepter les conditions générales d'utilisation de la plate-forme ;
- renseigner leur identité ;

Correspondants du marché :

### **Renseignement(s) administratif(s) :**

**Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris**

**Département du Budget et de Finances**

**Unité des Achats et des Marchés Publics**

3 Avenue de la Division Leclerc

BP 103/ 94267 FRESNES Cedex

[listedrppariscellulemarche@justice.fr](mailto:listedrppariscellulemarche@justice.fr)